

Les géographes, l'environnement et la politique

[Dans sa dernière brève de comptoir](#), Gilles Fumey, commentant à chaud les résultats des dernières élections européennes, déplore que " les géographes n'aiment pas les écologistes ". Il poursuit en rappelant que " la majorité des géographes " physiciens " se sont convertis ces dernières années à la géographie de l'environnement pour surfer sur la vague verte, répondre aux questions de toujours sur l'homme et la nature et siphonner quelques contrats que les entreprises et administrations ne lâchent qu'avec le label vert ". Gilles Fumey dresse ainsi le constat de la complexité des relations entre la discipline géographique et un courant politique et suggère que l'essor de celui-ci explique les évolutions de celle-là. L'hypothèse mérite d'être discutée : elle interroge autant la société que notre discipline, et si les Cafés géographiques ont vocation à "[faire de la géographie autrement](#)" c'est bien en apportant un regard géographique sur le monde tel qu'il va. Les lignes qui suivent cherchent à prolonger ce débat et discuter cette hypothèse en revenant sur les origines et les évolutions du terme *environnement* et de ce qu'il recouvre, tant pour les géographes que pour le " grand public ". C'est là le cœur du problème : la géographie et l'écologie politique parlent-elles la même langue ? Leur *environnement* est-il le même ?

On a tendance à confondre les acceptions que les deux parties en présence donnent du terme alors qu'elles découlent de trajectoires intellectuelles distinctes - comme l'a rappelé Philippe Pelletier dans son *Imposture écologiste* (1992) - que leur surgissement contemporain tend à confondre. En effet, c'est au cours des années 1970 que les géographes construisent l'environnement en objet de recherche et que la question environnementale commence à toucher le grand public. Robert Poujade est, de 1971 à 1974, le premier Ministre délégué auprès du Premier ministre (Jacques Chaban-Delmas puis Pierre Mesmer) en charge de la protection de la nature et de l'Environnement ; et René Dumont est candidat à l'élection présidentielle de 1974 (mais il est encore loin de jouer le rôle du troisième homme, à la différence de Daniel Cohn-Bendit). Les causes de l'émergence de la préoccupation environnementale ont été bien décrites par [Sylvie Brunel dans son *Que sais-je ? consacré au développement durable*](#). Elle apparaît dans les sociétés occidentales dès la fin du XIXe siècle, sur un fond romantique d'esthétisation de la nature ; alors que les sociétés s'industrialisent massivement, la nature - menacée - apparaît comme un patrimoine à préserver. C'est à ce moment que l'on commence à protéger la nature en la sanctuarisant par exemple, comme le révèle la création des [parcs naturels](#). A cette peur de voir la nature détruite sous le feu de la technique, s'ajoutent, après la seconde guerre mondiale, des considérations d'ordre politique dans la droite ligne des théories du développement alors en plein essor. La poursuite de la transition démographique dans les pays du Sud entraîne une explosion démographique sans précédent au point que l'on se demande si la terre pourra encore nourrir les populations qu'elle abrite. Un courant néo-malthusien se développe et prend prétexte sur la défense de la nature pour se développer. En pleine Guerre froide, les périphéries non-alignées constituent un enjeu géopolitique pour les deux blocs qui investissent largement dans l'aide au développement. La chute de l'URSS ne met pas fin à ce mouvement, et d'une certaine manière, c'est autour de ces questions Nord/Sud que la Guerre Froide joue les prolongations.

Le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro (1992) marque sinon l'acte de naissance du *développement durable*, du moins son avènement sur la scène internationale. Le rapport Brundtland définit ainsi le triptyque constitutif du développement durable : développement économique, préservation de l'environnement et bonne gouvernance. Désormais, la question environnementale est intrinsèquement liée à une réflexion politique : il n'est de société durable que si elle respecte les principes démocratiques. L'écologie politique (ou *écologisme*) prend alors un tour nouveau et des partis politiques développent des argumentaires centrés sur l'articulation de la préservation de l'environnement et sur la réduction des inégalités sociales (Les Verts dès les années 1980, suivis par Génération Ecologie et, plus récemment, par Cap 21). Ces discours politiques se diffusent largement dans la société, au point qu'en 2002, le terme d'*écologie* est utilisé en lieu et place d'*environnement* : Roselyne Bachelot-Narquin est ainsi Ministre de l'écologie et du développement durable. Le terme est toujours utilisé aujourd'hui et Jean-Louis Borloo (dont les prérogatives ont été élargies lors du remaniement consécutif aux élections européennes) pilote un super Ministère de l'Ecologie, du développement et de l'aménagement durables (MEDAD). Et au passage, on confond (allègrement ?) l'*écologie* (une branche de la biologie qui étudie le fonctionnement des écosystèmes) avec l'*écologisme*, un courant politique. Tout est désormais affaire de discours : la défense de la nature et la préservation de l'environnement relève de l'écologie, et celle-ci inclut désormais une réflexion globale sur les sociétés.

Et pendant ce temps, que font les géographes ? L'environnement - entendu comme les réalités, notamment biophysiques, qui interagissent avec les sociétés - émerge comme objet de recherche aussi dans les années 1970 alors que la discipline connaît une crise qui conduit à la remise en cause de l'héritage vidalien qui avait perdu toute raison d'être intellectuelle et sociale. De cette période de craquement surgissent de nouveaux paradigmes scientifiques qui ont donné naissance aux grands courants constitutifs de la géographie française contemporaine. Dans cette perspective, la géographie de l'environnement peut apparaître comme un *aggiornamento* de la géographie physique d'alors dont elle est le prolongement, centrée sur l'étude des milieux. Grâce à des rénovateurs (comme Georges Bertrand), cette géographie de l'environnement se dote de nouveaux outils conceptuels (comme le géosystème) et de nouvelles méthodes d'analyse. C'est donc cette branche de la discipline qui est la mieux placée pour répondre aux attentes de la société dès lors qu'il s'agit de penser les relations de l'homme à la nature. Et cette demande sociale est forte, comme l'a rappelé Gilles Fumey.

Pour autant, cette géographie n'est pas en phase avec les attentes de la société : la géographie, du moins cette géographie de l'environnement, ne s'est pas posé la question du politique, qui est justement au cœur du développement durable et de l'écologie (entendue comme écologie politique). Les géographes ont raté le train de l'environnement en ne se dotant pas des outils qui permettraient de répondre aux attentes de la société. Pour elle, le défi est grand de ne pas rater celui du développement durable, d'autant qu'une forte demande sociale s'exprime (les attentes des populations, mais aussi les stratégies des acteurs économiques et politiques, le monde scolaire qui doit désormais éduquer au développement durable...) ; un foisonnement éditorial révèle l'intérêt des géographes et leurs multiples tentatives pour en faire un champ fécond d'analyse.

La réussite des géographes à faire du développement durable et de l'écologie des objets de leur discipline, et donc à s'imposer comme des experts légitimes, repose en grande partie sur leur capacité à changer leurs pratiques scientifiques et leur manière de voir le monde. Il ne s'agit plus de penser la nature ou l'environnement sous l'angle des relations entre l'homme et

les milieux, mais bel et bien d'envisager l'environnement au sens large comme ce qui environne les sociétés donc d'inclure la dimension politique. On retrouve là la question posée par Bruno Latour : " Comment faire entrer les sciences en démocratie ? ". Dans cet essai qui pose les bases d'une écologie politique renouvelée, il nous rappelle l'impossibilité de penser la politique *sans* la nature ; aux géographes maintenant de penser la nature *avec* la politique.

Yann Calbérac

Pour aller plus loin sur le site des Cafés géographiques :

- [Dany le Rouge peut-il repeindre l'Europe en vert ?](#)
- [Le développement durable \(Sylvie Brunel\)](#)
- [Des espaces naturels protégés : pour quoi faire ?](#)

A lire

- Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte (Poche), 2004.
- Philippe Pelletier, *L'imposture écologiste*, Belin, collection Géographiques, 1992.

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net